

Editorial

L'Europe face à la crise

Comparant l'action des autorités américaines et européennes vis-à-vis de la crise financière, Nicolas Sarkozy s'était interrogé, jeudi 25 septembre, à Toulon : « *Si ce qui s'est passé aux Etats-Unis s'était passé en Europe, avec quelle rapidité, avec quelle force, avec quelle détermination l'Europe aurait-elle fait face à la crise ?* » Moins de trois jours plus tard, la chute de la banque Fortis allait apporter un premier élément de réponse : en la matière, l'Europe bricole. Issue de la fusion entre des établissements belges et néerlandais, Fortis est la première banque de la zone euro à avoir besoin du secours des pouvoirs publics. Le cas est d'autant plus intéressant que cette banque a deux sièges sociaux, à Bruxelles et à Utrecht, et est soumise aux régulateurs belge et néerlandais.

Or qu'a-t-on vu ce week-end ? Les gouvernements des trois principaux pays concernés, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, travailler avec leurs banques centrales, tout en demandant « *l'appui* », et non « *l'aval* », du président de la Banque centrale européenne – qui ne joue aucun rôle dans la supervision des banques – et en informant Neelie Kroes, la commissaire européenne à la concurrence.

Finalement, certes, le pragmatisme a prévalu. Mais ce sauvetage laisse nombre de questions sans réponse. Que se serait-il passé en cas de désaccord entre les Etats ? Quelle aurait été l'autorité de Jean-Claude Trichet si la banque avait eu un pied dans la zone euro, un pied en dehors ?

Concrètement, l'Union européenne est incapable d'élaborer un plan de sauvetage comparable au plan Paulson. Les grands pays n'ont aucune envie de voir leur autorité de tutelle disparaître au profit d'un régulateur européen, et Londres n'envisage pas de voir la BCE influencer sur la City.

En 1970, Henry Kissinger ironisait : « *L'Europe ? Quel numéro de téléphone ?* » Malheureusement, la blague reste d'actualité. En matière de politique étrangère, la France a au moins pris la peine de réunir un conseil extraordinaire pour adopter une position commune sur la Géorgie. Etrangement, rien de tel n'est prévu pour répondre à la crise financière. Dans ce contexte, appeler à un « nouveau Bretton Woods », comme l'a fait M. Sarkozy, est une bonne idée, mais donner à l'Europe le pouvoir d'y parler d'une seule voix en serait une encore meilleure. ■